

L'autogestion à Kronstadt en 1917 ⁽¹⁾

Pendant ce temps, Kronstadt tentait de mener une pratique constructive. L'union des agriculteurs, organisation des ouvriers possédant une liaison avec les campagnes, demanda à tous ceux qui possédaient de la vieille ferraille de la donner pour fabriquer des outils d'agriculture. La commission technique et militaire du soviet céda de même une certaine quantité de métal provenant de vieux matériel militaire (beaucoup de pièces d'artillerie dataient presque de Pierre-le-Grand, qui en avait accumulé un dépôt colossal). Les ouvriers, membres de l'union, organisèrent un atelier spécial où ils travaillèrent pendant leurs loisirs, à raison de plusieurs heures par jour chacun. Des techniciens spécialistes, des soldats et des matelots les aidaient également. Ils fabriquèrent des faux, des socs de charrue, des clous, des fers à cheval. Tout ce qui était fabriqué était répertorié en listes complètes dans les *Izvestia* du soviet de Kronstadt. Chaque objet portait l'estampille de «*l'Union des Agriculteurs de Kronstadt*». On donnait aux agitateurs du soviet, partant dans les campagnes, selon les possibilités, des objets et instruments fabriqués par cette union; ils étaient offerts aux paysans par l'intermédiaire de leurs soviets locaux.

Cela valut par la suite au soviet de Kronstadt de recevoir une avalanche de lettres chaleureuses, le remerciant et promettant un soutien «à la ville» dans sa lutte pour le pain et la liberté.

C'est alors que fut élaboré le principe des communes de culture. Cette organisation se forma de la façon suivante: un groupe de 10 à 60 citadins, selon le lieu de travail ou de domicile, se mettait d'accord pour une culture commune de la terre.

Il faut préciser que Kronstadt est une petite île, étroite, d'une douzaine de kilomètres de long. La rive, faisant face à Pétrograd, est occupée par la ville, les ports et les jetées. Les parties du Nord, Sud et Ouest sont parsemées de fortifications militaires; dans l'intervalle s'étend un espace de 3 km. En effet, pendant la guerre, pour des considérations stratégiques, même les petites constructions qui s'y trouvaient furent détruites. C'est cet endroit qui fut cultivé par les kronstadiens. Lors d'assemblées générales de délégués des cultivateurs, en présence de toutes sortes de spécialistes au nombre desquels des géomètres et des agronomes, la terre était divisée en petits lots répartis par tirage au sort. Les semences étaient fournies par le comité de ravitaillement. Les outils de culture étaient évidemment les plus primitifs: des pelles, des arrosoirs, et encore en nombre limité. Ils étaient fournis pour la saison de travail par la ville. Le reste était obtenu par l'initiative personnelle des «communards». L'engrais était amené par les chevaux de la ville; les lopins de terre étaient labourés à tour de rôle.

Déjà en 1918, les communes de culture aidèrent beaucoup les kronstadiens dans la lutte contre la faim. Après la récolte, après le décompte en faveur des familles du comité de ravitaillement, chaque «communard» obtenait en moyenne 10 kg de légumes. Dans la majorité des communes, la répartition se faisait selon le nombre de jours de travail.

Les communes s'avérèrent vivaces: elles existaient toujours sous la même forme en 1921. Ce fut la seule organisation que les bolchéviks n'avaient pas supprimée. On peut expliquer cela peut-être par le fait que Kronstadt s'opposa fortement aux décrets des bolcheviks et défendit longtemps son indépendance.

La surveillance de la ville était assurée par la milice populaire, c'est-à-dire toute la population, par le biais des comités de maison. Les comités de maison n'existaient qu'à l'état embryonnaire. Tout leur rôle se limitait à ce cadre étroit. Mais la propagande faisait son œuvre. Aux meetings et aux conférences des

(1) Extraits de *Kronstadt dans la Révolution russe*, dont la traduction est incluse dans *Kronstadt 1921*, d'A. Skirda, Ed. de la Tête de Feuilles.

anarchistes, une des tâches continuellement à l'ordre du jour était la liquidation de la propriété privée des habitations. Ils appelaient à l'élargissement de l'activité des comités de maison, à leur union, afin de réaliser par là l'égalité de tous dans la répartition des demeures. Comme toujours, lorsqu'étaient traitées les questions d'une actualité brûlante - la guerre et la paix, la terre, les organisations ouvrières et paysannes - de nombreuses questions écrites étaient posées à l'orateur et au rapporteur, que ce soit sur le plan théorique ou sur le plan pratique. Beaucoup se plaignaient de la dégradation des maisons, de l'endommagement des conduites d'eau; ils décrivaient des scènes pénibles: la pluie passant par les toitures trouées et par conséquent une humidité persistante dans les appartements du sous-sol ce qui provoquait une forte mortalité infantile. Les propriétaires n'avaient pas fait de réparations depuis plusieurs années.

Il ne restait qu'une solution: s'y installer tous ensemble. Ainsi, lorsqu'en octobre se précisa l'immense possibilité d'un travail créateur et indépendant, un processus préparateur s'était déjà accompli dans la conscience des masses et un meeting solennel décida de la socialisation des habitations.

Pour Kronstadt, cependant, la tâche principale subsistait: provoquer le plus possible des idées à travers toute la Russie et se tenir prêt à un éventuel conflit armé avec la réaction extérieure et intérieure. Ces buts étaient poursuivis par des organes techniques: deux commissions spéciales du soviét, une technico-militaire, l'autre d'agitation propagandiste.

La commission technico-militaire qui existait de façon embryonnaire depuis le 3 juillet effectua un grand travail durant les journées korniloviennes et développa alors son activité. Elle vérifia la capacité de combat des ports, fit un inventaire précis des forces armées. Le mot d'ordre d'armement général se réalisait au moyen des comités de fabriques et d'usines. La commission technico-militaire fournit des armes à tous les ateliers; les comités de fabriques et d'usines en assurèrent la distribution aux ouvriers. Pour l'instruction militaire, tous les ouvriers se divisèrent en plusieurs catégories: ceux qui savaient manier un fusil s'organisèrent en groupes spéciaux de formation d'artilleurs, de mitrailleurs et de sapeurs; ceux qui étaient novices en la matière militaire, s'exercèrent d'abord à la marche deux fois par semaine sur la place de l'Ancre, puis s'instruisirent sur les champs de tir maritimes. Chaque ouvrier s'assignait le but d'assimiler l'art du maniement du fusil et des bombes à main.

... Le mot d'ordre «Tout le pouvoir aux soviets locaux» est compris à Kronstadt de la façon suivante: désormais, plus aucun centre ne peut ordonner ou prescrire à aucun soviét, ni à aucune organisation, ce qu'il y a à faire et, au contraire, chaque soviét, chaque organisation locale d'ouvriers et de paysans, tend à s'unir volontairement avec les organismes du même type. De cette façon, la fédération des soviets libres et la fédération des comités d'usines et de fabriques créent une force organisationnelle puissante, tant pour le succès de la défense de la Révolution que pour régler harmonieusement la production et la consommation.

Kronstadt, limité par sa position géographique dans l'application de ses forces créatrices, met toute son énergie dans la socialisation des habitations. A l'un de ses grandioses meetings, les anarchistes sont chargés de soulever au soviét la question d'une répartition harmonieuse des habitations ainsi que leur aménagement.

A la séance suivante du soviét, un projet de socialisation des maisons est déposé, élaboré par le groupe des anarchistes et des S.R. de gauche du soviét. Le premier point déclare que: «*dorénavant, la propriété privée des habitations et de la terre est abolie*». Plus loin, il est dit que la gestion des maisons est assurée par des comités de maisons et que les affaires se règlent désormais lors d'assemblées générales de tous les habitants des maisons; la question concernant tout un quartier est résolue par l'Assemblée Générale de tous ses habitants, qui désignent des comités d'arrondissements; un bureau général exécutif des comités de maisons s'organise. Les habitations deviennent ainsi la propriété collective de la population.

Les bolcheviks, se référant à l'importance du problème et à la nécessité de l'étudier à fond, demandèrent de remettre à une semaine le débat du projet de la socialisation des maisons. Ils allèrent pendant ce temps à Petrograd et, ayant reçu des instructions du centre, exigèrent à la séance suivante du soviét l'élimination de l'ordre du jour de ce projet, du fait que, déclaraient-ils, une question aussi sérieuse ne pouvait être résolue qu'à l'échelle de toute la Russie, et Lénine préparait déjà un décret dans ce sens; pour cette raison, dans l'intérêt de la chose, le soviét de Kronstadt devait attendre des instructions du centre.

Les anarchistes, les S.R. de gauche et les maximalistes insistèrent pour que le projet soit abordé tout de suite. Il apparut dans le débat que l'aile gauche du soviet était pour la réalisation immédiate du projet. Les bolcheviks et les S.R. mencheviks constituèrent alors un «front commun» et quittèrent la salle de l'Assemblée. Ils furent accompagnés par des applaudissements bruyants et des quolibets: «*Enfin, ils ont fini par s'entendre!*».

Dans la discussion ultérieure du projet, le maximaliste Rivkine proposa de voter par point, afin d'offrir ainsi la possibilité aux bolcheviks de se «blanchir» devant les travailleurs, lesquels pourraient avoir l'impression que les bolcheviks étaient contre la suppression de la propriété privée.

Les bolcheviks, ayant pris conscience de leur faux-pas, revinrent à la séance et le premier point - la propriété privée sur les habitations et la terre est supprimée - fut adopté à l'unanimité pour le principe. Toutefois, lorsque les autres points du projet vinrent à être examinés où il était envisagé en particulier de le réaliser immédiatement, alors les bolcheviks quittèrent à nouveau la salle de séance. Quelques bolcheviks, trouvant impossible cette fois de se soumettre à la discipline du parti, d'autant plus, comme ils l'expliquèrent ensuite, qu'ils avaient reçu de leurs électeurs le mandat de voter pour la réalisation immédiate du projet, restèrent à la séance du soviet; ils reçurent une «punition sévère»: exclusion du parti pour «déviation anarcho-syndicaliste».

Longtemps encore après cette séance agitée du soviet, une forte lutte eut lieu autour du projet. Dans les ateliers, sur les navires, dans les compagnies, des meetings s'organisaient. Les représentants du soviet étaient convoqués pour rendre compte de cette question. Plusieurs bolcheviks furent rappelés du soviet par leurs mandants à cause de leur opposition au projet. En liaison avec cette question, les bolcheviks commencèrent une campagne de dénigrement contre les anarchistes.

Finalement, malgré le sabotage des bolcheviks, des comités de maisons, d'arrondissements et autres comités furent créés dans tout Kronstadt. Lorsqu'on en arriva à la répartition équitable des demeures, il apparut qu'à côté de la misère des travailleurs, se logeant dans d'effroyables sous-sols, il y avait des gens qui occupaient jusqu'à 10 ou 15 chambres. Le directeur de l'Ecole de l'ingénieur, célibataire, occupait même 20 chambres et, lorsqu'on vint en occuper une partie, il considéra cela comme un véritable acte de brigandage.

Le projet fut appliqué. Ceux qui vivaient dans des sous-sols sales et humides, dans des taudis misérables, dans des greniers, s'installèrent dans des appartements convenables; le principe «*tous doivent avoir un logement convenable*» fut réalisé. Il fut de même prévu plusieurs hôtels pour les gens de passage. Dans chaque comité d'arrondissement, des ateliers furent organisés pour œuvrer à l'aménagement et à la réfection des maisons.

Ce n'est que longtemps après, lorsque les principaux arguments des bolcheviks à l'égard de leurs adversaires de gauche devinrent la prison, la baïonnette et la balle, que fut détruite par les bolcheviks cette organisation avec toutes ses bases créatrices. La question des maisons fut transférée à l'office central des habitations et de la terre, auprès du soviet national de l'économie, qui installa dans chaque maison son fonctionnaire: «le staroste», lequel devait remplir aussi la fonction d'un policier, veillant à ce que personne ne puisse y vivre sans autorisation officielle, et à ce que des personnes étrangères n'y soient pas hébergées, dénonçant à l'occasion «les cas douteux».

En 1920, un nouveau décret parut, abolissant l'institution du «staroste». Les fonctionnaires de l'office des habitations et de la terre se mirent à ressusciter les comités de maison, à appeler la masse à une organisation autonome, sous la menace habituelle d'une intervention de la Tchéka. Mais personne ne répondit à cet appel, car la dure réalité montrait bien que l'organisation autonome de la masse n'est pas compatible avec la «dictature du prolétariat», avec la domination d'un parti, même s'il avait été révolutionnaire auparavant. On désigna au secrétariat des comités de maison les ex-starostes qui s'étaient adaptés au «nouveau régime», puis les maisons en arrivèrent progressivement à une désorganisation totale. Voilà comment périt une des grandes conquêtes d'Octobre.

Efim YARTCHOUK